



Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication
Centre d'études du développement

**Projets de développement agricole, dynamiques paysannes
et sécurité alimentaire.**

**Essai d'analyse transversale et systémique de la rencontre entre les
Actions globales et les Initiatives locales au Kasai occidental (R.D. Congo).**

Par Grégoire Ngalamulume Tshiebue

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de
Docteur en sciences politiques et sociales
(Orientation Développement, Population et Environnement)

Composition du jury :

- Professeur Frédéric Lapeyre (DVLP-UCL), co-promoteur
- Professeur Modeste Bukasa T. (ISDR-T), co-promoteur
- Professeur Jean-Philippe Peemans (DVLP-UCL), membre
- Professeur Philippe Lebailly (Gembloux Agro-Bio Tech), membre
- Professeur Pierre-Joseph Laurent (LAAP-UCL), membre
- Professeur Jean-Marie Wautelet (DVLP-UCL), président

Louvain-la-Neuve, juin 2011

À Angèle Grégorine Kapinga,
Mon épouse bien aimée,

À tous les Ngalamulume : Ephraïm, Voldi et Lisa,
Mes très chers enfants,

Que le travail des paysannes et paysans kasaiens, qui se lèvent chaque matin, parcourent quelques kilomètres, panier sur la tête ou gibecière à l'épaule, avec houe, machette, hache, pour travailler la terre et produire de quoi nourrir leurs familles et les autres habitants des villages et des centres, et retournent dans leurs maisons en soirée abattus vous inspire tant dans votre aspiration que dans votre action pour la dignité et le bonheur de l'humanité.

Remerciements

Au moment où je m'apprête à boucler la rédaction de cette thèse, je voudrais m'acquitter d'un agréable devoir : celui de remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la réalisation et à l'accomplissement de ce rêve.

Je pense particulièrement au promoteur de cette thèse, le professeur Frédéric Lapeyre pour l'encadrement qu'il a dû m'assurer. Il m'a porté et soutenu dans tous les moments. Je n'oublierai jamais qu'il m'a intégré dans diverses équipes de recherche dont le travail a abondamment contribué à élargir ma vision des choses et à enrichir mon expérience, de même qu'il m'a coopté pour assurer certains de ses enseignements à l'Université en son absence, ce qui témoigne de la confiance qu'il a en ma modeste personne.

Je pense également au professeur Modeste Bukasa Tubadikukub, co-promoteur de cette thèse et Directeur Général de mon institution de départ, pour le soutien sans faille qu'il m'a témoigné et le temps qu'il m'a consacré à travers l'encadrement de cette thèse surtout dans le travail de terrain, malgré ses multiples occupations.

Mes remerciements s'adressent aussi aux professeurs Jean-Philippe Peemans, Philippe Lebailly et Pierre-Joseph Laurent, membres de mon comité d'encadrement. Leurs réflexions, remarques et observations dans leurs domaines respectifs m'ont été très bénéfiques. Elles m'ont obligé de pousser plus loin l'analyse en argumentant et en présentant clairement mes idées, ce qui a permis une structuration solide et une véritable réorientation de ma recherche. Je leur dis sincèrement merci pour le temps qu'ils m'ont consacré tout au long du parcours et pour tous les contacts que nous avons noués en rapport avec notre service à la société.

Que le professeur Jean-Marie Wautelet, président du jury de cette thèse, trouve à travers ces lignes la marque de notre gratitude. Sa promptitude à accepter la présidence du jury malgré ses occupations ainsi que sa disponibilité m'ont particulièrement marqué. Je lui dis merci de tout cœur.

Je voudrais saluer le travail de tous les professeurs assurant des enseignements à l'Institut d'études du développement ainsi qu'à l'École doctorale thématique en études du développement de la Communauté française de Belgique pour la formation de qualité dont j'ai pu bénéficier depuis le Diplôme d'études spécialisées en développement. Une marque de sympathie toute particulière va à nos secrétaires Margot Vandenbossche qui s'en va en retraite au moment où je quitte l'Institut et Catherine Letocart pour leur gestion administrative irréprochable. Que mes collègues doctorant (e)s ne se sentent pas oubliés.

Merci à la Coopération Technique Belge CTB qui a financé nos études de DES en Belgique et une partie de notre doctorat, dont le travail de terrain. Sans cela, ce rêve se serait brisé. Très grand merci au Service d'aide aux étudiants, particulièrement à Madame Christiane De Wan, mon assistante sociale pour le soutien indispensable dans des moments difficiles.

Je ne pourrais pas oublier le soutien de toute la communauté de l'Institut Supérieur de Développement Rural de Tshibashi, mon institution d'attache. Que les membres du comité de gestion, du corps académique, du corps scientifique, du corps administratif ainsi que les étudiants trouvent ici l'expression de notre reconnaissance pour leur soutien tant moral que matériel.

À toutes les organisations paysannes et leurs membres qui ont accepté de nous recevoir, à tous les responsables des projets et des services publics qui nous ont ouvert leurs portes, aux ONG, aux agents de développement et aux différentes personnalités et notabilités qui ont accepté de nous accorder un peu de leur temps pour discuter avec eux des problèmes liés au développement agricole et à la sécurité alimentaire au Kasai occidental, nous disons sincèrement merci. Nous pensons particulièrement à Kwemi Kuete de l'UOPCM et à son équipe, à l'équipe de l'INADES Kasai : Martin, Norbert, Yves, Léontine et Chantal, à celle de CARITAS : Emilie, Valentin, Hyppolite, Félicien et Modeste, sans oublier leurs animateurs et les divers membres des OP, des plates-formes et des CLDC, et enfin à celle du Centre Nkata à Masuika : Célestin, Florimond et Betty.

Je voudrais penser en ce moment à ma famille. Mon père et ma mère, mes beaux-parents, mes frères et sœurs, mes beaux-frères et belles-sœurs, mes cousines et cousins, mes nièces et neveux, trouveront dans ce travail la récompense à leurs multiples prières. Ma sœur Thérèse Bénie pourra ainsi savourer le fruit de son travail ; c'est elle et son défunt mari qui m'ont remis sur le chemin des études universitaires au moment où j'étais déjà plongé dans la vie professionnelle après mes humanités agricoles. Ses enfants pourront s'inspirer de ce parcours pour bâtir leur vision du monde et aspirer à plus de bonheur.

Je n'oublierai jamais le travail de tous ces héros dans l'ombre : hommes et femmes de Dieu, pasteurs, serviteurs et servantes dans nos divers groupes d'intercession, nos églises tant à Kananga, à Kinshasa qu'à Louvain-la-Neuve. Je pense particulièrement à Vicky Muyaya, Sonny Kazadi, Paulin Ntumba, Stéphane Kalonji, Samuel Tshiyoyo, Eléazar Ngonga.

Je salue la contribution du Dr Kanow Manunganyi, ancien médecin inspecteur provincial. Il a facilité nos déplacements, notamment lors de notre voyage dans le territoire de Luiza pour la phase de terrain. Je tiens aussi à remercier Dick Ntumba qui m'a accompagné comme chauffeur et éclaireur dans toutes les sorties dans l'hinterland de Kananga ainsi que dans le territoire de Mweka, de même que Sonny Kazadi. Raphaël Mulamba a fait de même dans le territoire de Luiza.

Je remercie infiniment Madame Denyse Thinès, bénévole du Centre Placet, qui a accepté de lire à plusieurs reprises notre manuscrit et y apporter des corrections sur le plan de la forme.

Je voudrais terminer par remercier toutes les familles amies au Congo, en Belgique et à Louvain-la-Neuve pour leurs multiples services.

Que tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation de cette recherche, trouvent ici l'expression de notre reconnaissance.

À toutes et à tous, je dis merci.

Sigles et abréviations

ADOP	: Appui aux Dynamiques Organisationnelles Paysannes
AFDL	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
AMCVK	: Association des Maraîchers de la Ceinture Verte de Kananga
AGR	: Activités Génératrices des Revenus
ANR	: Agence Nationale des Renseignements
APSA	: Appui aux Producteurs du Secteur Agricole
ASBL	: Association Sans But Lucratif
AVODEC	: Association des Volontaires pour le Développement Communautaire
BCeCo	: Bureau Central de Coordination
BAD	: Banque Africaine de Développement
BD	: Broederlijk Delen
BDC	: Bureau de Développement Communautaire
BDD	: Bureau Diocésain de Développement
BM	: Banque Mondiale
CAD	: Comité d'Aide au Développement
CARG	: Conseil Agricole Rural de Gestion
CAPSA	: Centre d'Adaptation et de Production des Semences Améliorées
CEDERIM	: Centre de Développement Rural Intégré de Mweka
CEPA	: Comité des Evacuateurs et acheteurs des Produits Agricoles
CISP	: Comité International pour la Survie des Populations
CLDC	: Comité Local de Développement Communautaire
CNUCED	: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CODEBO	: Coopérative pour le Développement de Bongo
COOPECDEKOC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement du Kasai Occidental
CRONGD	: Conseil Régional des ONG de Développement
CTB	: Coopération Technique Belge
DES	: Diplôme d'Etudes Spécialisées
DGCI	: Direction Générale de la Coopération Internationale
DGM	: Direction Générale des Migrations
DSRP	: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
DSCRP	: Document de la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
DVLP	: Développement (Institut d'études du)
DVDA	: Direction des Voies de Desserte Agricole
FAO	: Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FC	: Franc Congolais
FEC	: Fédération des Entreprises du Congo
FMI	: Fonds Monétaire International
FOLECO	: Fédération des ONG Laïques à vocation Economique du Congo
FONSDEV	: Fonds de Solidarité pour le Développement
FBS	: Fonds Belge de Survie
GDK	: Générale de Développement du Kasai

GTER	: Groupe Technique d'Encadrement Rural
IITA	: International Institute of Tropical Agriculture
INADES	: Institut Africain pour le Développement Economique et Social
INEAC	: Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo belge
INERA	: Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique au Congo
IPA	: « Identifier-Préparer-Appuyer »
ISDR-T	: Institut Supérieur de Développement Rural de Tshibashi
ITAV	: Institut Technique Agro-Vétérinaire
LAAP	: Laboratoire d'Anthropologie Prospective
MLC	: Mouvement de Libération du Congo
NEPAD	: Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONG	: Organisation Non-Gouvernementale
ONGD	: Organisation Non-Gouvernementale de Développement
ONU	: Organisation des Nations Unies
OP	: Organisation Paysanne
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PSTE	: Pays Pauvre Très Endetté
PRESAR	: Projet de Relance du Secteur Agricole et Rural
PRK	: Programme de Réhabilitation au Kasai
PRODALU	: Projet de Développement Agricole de la Lulua
PROFER	: Promotion de la Femme Rurale
PROPA	: Promotion du Paysan
PUAA	: Programme d'Urgence d'Autosuffisance Alimentaire
REPAD	: Réseau Paysan pour le Développement durable
RCD	: Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RODI	: Regroupement des ONG de Développement Indépendantes
SAITWAF	: Société Agro-Industrielle Tshibola Tshisenge Wakushima & Fils
SAP	: Sécurité Alimentaire Populaire
SNCC	: Société Nationale des Chemins de fer du Congo
UAPF	: Union des Agriculteurs et Producteurs de la Voie Ferrée
UE	: Union Européenne
UPACM	: Union pour la Production Agricole et la Commercialisation à Mweka
UPAAD	: Union des Paysans Agriculteurs et Artisans pour le Développement
UNOPS	: United Nations Office of Project Services
UOPCM	: Union des Organisations Paysannes pour la Production et la Commercialisation du Maïs

Avant-propos

La rencontre entre un projet de développement agricole et des initiatives paysannes locales met en contact deux mondes différents ; les « développeurs », les « donneurs », les « experts »... face aux « développés », aux « assistés », aux « ignorants »... Elle augure d'un espace d'interaction et de confrontation de logiques multiples, voire divergentes et contradictoires.

Cette recherche essaie de comprendre comment les diverses logiques d'acteurs se confrontent dans le cadre d'une intervention de développement en milieu rural et pourquoi certaines actions parviennent à influencer positivement sur l'amélioration des conditions de vie des masses paysannes alors que d'autres piétinent.

L'observation attentive du tissu associatif ouest-kasaïen révèle la mobilisation des populations paysannes, qui essaient d'assurer des conditions de reproduction de la vie villageoise, leur survie, voire l'amélioration de leurs conditions de vie, en s'organisant en diverses structures. Ces dynamiques deviennent et constituent un véritable acteur dans l'arène du développement du Kasaï occidental. Elles apparaissent comme porteuses d'une voie paysanne de développement, plus sécurisante, durable, viable, juste et équitable. Vu leur nombre et les défis auxquels elles sont confrontées, une lutte efficace contre la pauvreté et les inégalités ne peut pointer à l'horizon que si ces dynamiques deviennent et constituent la priorité, le fondement et la base de toute politique de développement.

Les données recueillies sur terrain permettent de confirmer le caractère préoccupant de la situation alimentaire et nutritionnelle de la majorité des populations du Kasaï occidental. Une série de facteurs touchant tant aux caractéristiques physiques et sociales du milieu qu'à l'organisation et la gestion de la chose publique et l'économie des ménages en sont à la base. La recherche formule une proposition de politique en vue de la relance agricole.

A partir de l'analyse comparative de deux cas de projets dans le milieu d'étude, la recherche aboutit à la conclusion que les résultats d'une intervention de développement sont largement tributaires des méthodologies utilisées. Certaines approches méprisent les acteurs locaux et privilégient les systèmes de pensée et d'action importés. Le renforcement des dynamiques paysannes s'en trouve du coup biaisé et compromis. A cause de cela, le monde paysan se retrouve à la croisée des chemins, ayant perdu sa tradition et incapable de maîtriser la modernité.

Pour remédier à cette situation, la recherche propose le recours à la régulation conjointe, au sens de la palabre africaine à travers une démarche d'intervention selon la séquence « Identifier-Préparer-Appuyer (IPA) ». Celle-ci encourage les parties prenantes à consacrer un temps relativement suffisant à la préparation de l'action à travers les échanges, les discussions, les analyses, les formations, les négociations. De cette manière, des bases solides pour l'action sont jetées lui donnant plus de chances de se dérouler convenablement à un rythme suffisamment maîtrisé par les communautés locales qui se l'approprient.

En plaçant ainsi le paysan et l'ordre local au centre de l'action et en prenant en compte les stratégies et les pratiques paysannes de sécurisation alimentaire, on peut parvenir au renforcement des dynamiques paysannes et à la réalisation de la « sécurité alimentaire populaire (SAP) » qui est au centre de la demande universelle de développement, celle de sécurité.

Table des matières

Remerciements	3
Sigles et abréviations	5
Avant-propos	7
Table des matières	8
Introduction générale	13
I.1. L'objet de la thèse : la conceptualisation de l'interaction projets de développement agricole – dynamiques paysannes dans la quête de la sécurité alimentaire	13
I.2. Contexte et choix de l'étude	15
I.3. Notre questionnement de base et les hypothèses de la recherche	20
Première partie : Cadre théorique et méthodologique de la recherche	22
Introduction	23
Chapitre Premier : Considérations théoriques et choix du cadre conceptuel	25
<i>1.1. La coopération au développement : un regard historique</i>	26
1.1.1. Le point IV du discours d'Harry S. Truman, 1949 comme déclencheur de la coopération	28
1.1.2. La mise en place des institutions chargées du développement	30
1.1.3. Evolution de la situation 1945-1970.	32
1.1.4. Les années 1980 et le « Consensus de Washington »	34
1.1.5. La nouvelle réorientation de la coopération au développement : le « Consensus post-Washington »	36
1.1.6. De la question de l'efficacité de l'aide	39
<i>1.2. L'approche historico-systémique du développement : un autre regard sur les processus réels de développement en longue période</i>	43
1.2.1. Le décalage entre l'« offre » et les « demandes » de développement ou entre discours normatifs des acteurs dominants et les réalités de terrain	46
1.2.2. De la question de la sécurisation et de l'insécurisation des conditions d'existence des populations locales.	47
<i>1.3. L'approche de la coopération conflictuelle : bases théoriques et conceptuelles</i>	51
1.3.1. L'espace social du projet de développement agricole : une « arène » où s'imbriquent diverses logiques sociales	51
1.3.2. Les acteurs sont dotés de rationalité stratégique	58
1.3.3. Les logiques, les jeux et les conflits d'acteurs structurent et orientent leur action	61
<i>1.4. Choix du cadre de référence théorique</i>	65
1.4.1. Cadre conceptuel de la rencontre projets de développement agricole – dynamiques paysannes	65
1.4.2. Concepts principaux	67
1.4.3. Construction des concepts : dimensions et indicateurs	69
Chapitre Deux : Projets de développement agricole, dynamiques paysannes et sécurité alimentaire dans la littérature contemporaine	71
<i>2.1. Les Projets de développement agricole vus par la littérature</i>	71
2.1.1. Projet de développement agricole : outil privilégié des politiques d'aide au développement dans le secteur agricole	71

2.1.2. Quelques tendances défavorables et effets recensés des projets de développement agricole sur les dynamiques paysannes	72
2.1.3. Interaction projets de développement agricole – dynamiques paysannes : contexte, médiation et courtage	80
2.2. La diversité des structures et organisations à la base : des Dynamiques paysannes à l'œuvre	84
2.2.1. A la découverte des dynamiques paysannes	84
2.2.2. La stratégie d'Appui aux Dynamiques Organisationnelles Paysannes « ADOP » de l'INADES-Formation	86
2.2.3. Les réactions paysannes recensées aux interventions extérieures	89
2.3. La problématique de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne	98
2.3.1. La question alimentaire en Afrique subsaharienne	98
2.3.2. Des indépendances au début des années 1980 : la proclamation de la politique de l'autosuffisance alimentaire	99
2.3.3. A partir des années 1980 : glissement vers le concept de sécurité alimentaire	101
2.3.4. Sécurité alimentaire <i>versus</i> Autosuffisance alimentaire	103
2.3.5. La dépendance alimentaire est-elle bénéfique pour l'Afrique subsaharienne ?	106
2.3.6. De la nécessité de replacer la souveraineté alimentaire au cœur des politiques agricoles en Afrique subsaharienne	111
Chapitre Trois : Démarche méthodologique de la recherche	114
3.1. <i>Justification des choix méthodologiques</i>	114
3.1.1. Le champ d'analyse	115
3.1.2. Les techniques d'enquête	120
3.1.3. Le traitement de données	123
Conclusion partielle I	126
Deuxième partie : Etat des lieux dans l'encadrement agricole, les dynamiques organisationnelles paysannes et la sécurité alimentaire au Kasaï Occidental	127
Introduction	128
Chapitre Quatre : Les conditions physiques, socio-économiques et politiques de la production agricole au Kasaï Occidental	129
4.1. <i>Les conditions géo-physiques particulières qui marquent une agriculture essentiellement familiale</i>	129
4.1.1. Une province située au centre de la R.D.Congo	129
4.1.2. Des conditions climatiques et hydrographiques relativement favorables caractérisent les plateaux du Kasaï	131
4.1.3. Diversité des sols, de la faune et de la flore : atout pour la sécurité alimentaire provinciale	133
4.1.4. Le sous-sol riche en minerais, base d'une activité minière artisanale souvent concurrente à l'agriculture familiale	134
4.2. <i>Les conditions politiques de production agricole : organisation territoriale et structure de la population</i>	135
4.2.1. Une organisation territoriale centralisée consacrant une grande distance entre gouvernants et gouvernés et une faible participation citoyenne	135
4.2.2. Structure démographique dynamique et hétérogène : diversité d'ethnies et de groupes sociaux	136
4.3. <i>Les conditions socio-économiques déplorables, contrainte majeure au développement de la province</i>	137
4.3.1. Les voies de communication délabrées, à la base de l'enclavement des populations et des territoires	138
4.3.2. Une desserte en Eau potable parmi les plus faibles	140
4.3.3. Une fourniture d'Energie Electrique insignifiante	141
4.3.4. Une distribution inégale des infrastructures socioculturelles, au détriment des milieux ruraux	142

4.4. <i>La guerre (1996-1997 ; 1998-2003) et sa cohorte de malheurs pour le Kasai occidental</i>	145
4.5. <i>Analyse des potentialités et des contraintes au développement agricole du Kasai Occidental</i>	146
4.5.1. Les atouts du Kasai Occidental sur le plan agricole	147
4.5.2. Les contraintes au développement agricole du Kasai Occidental	148
Chapitre Cinq : Les politiques publiques dans le secteur de l'encadrement agricole au Kasai Occidental	151
5.1. <i>La politique agricole du Congo-Zaïre : évolution historique, agents, contraintes et défis</i>	151
5.1.1. Quelle situation agricole pendant la période précoloniale ?	152
5.1.2. Exploitation coloniale et structuration du monde rural (1885-1960)	159
5.1.3. Depuis l'indépendance en 1960 : le secteur agricole à l'épreuve de l'histoire	172
5.2. <i>Gestion du secteur agricole et enjeux de la relance de l'agriculture au Kasai occidental</i>	179
5.2.1. Des acteurs, de la conception et de l'exécution de la politique agricole en province	180
5.2.2. Capacité institutionnelle et actionnelle agricole provinciale	182
5.3. <i>Le projet de Code agricole et les défis de la décentralisation agricole au Congo</i>	184
5.3.1. Des innovations majeures de la Loi	185
5.3.2. Des institutions proposées par le Code agricole	186
5.3.3. Des limites et des défis à relever par le nouveau Code agricole	187
Chapitre Six : L'émergence et l'évolution des Dynamiques organisationnelles paysannes au Kasai Occidental	190
6.1. <i>Le mouvement associatif au Kasai Occidental : un peu d'histoire...</i>	190
6.1.1. Remontée aux sources : quelle vie associative durant la période précédant la colonisation ?	190
6.1.2. La vie associative durant la colonisation : donnée historique ou importation coloniale ?	191
6.1.3. L'évolution de la situation après l'indépendance : de l'encadrement étatique et l'informalité à l'éclosion spectaculaire des dynamiques à la base	196
6.2. <i>Configuration du tissu associatif kasaien : 3 niveaux d'action</i>	200
6.2.1. Les Organisations de la base	201
6.2.2. Les Organisations d'intervention ou intermédiaires : les ONGD	203
6.2.3. Les Unions et plates-formes associatives	205
6.3. <i>Raisons et circonstances de création des associations, des groupements paysans et des ONGD</i>	206
6.3.1. Raisons de création des associations : faire face aux difficultés et défis de la vie	206
6.3.2. Circonstances de création des associations : pluralité de situations et de logiques	209
6.4. <i>Le cadre légal régissant la vie associative au Congo : des tracasseries à la faiblesse des incitants et de l'encadrement</i>	212
6.5. <i>La contribution des dynamiques locales au développement de leur milieu</i>	214
6.5.1. ONG : outils de développement ou stratégie de captation de la rente du développement et de positionnement socio-politique ?	214
6.5.2. La contribution des Organisations Paysannes au développement du Kasai occidental	221
Chapitre Sept : La sécurité alimentaire telle que vécue et construite au Kasai Occidental	233
7.1. <i>« Sécurité alimentaire populaire » versus vision dominante de la sécurité alimentaire</i>	233
7.2. <i>L'état de la sécurité alimentaire au Kasai Occidental : bilan et enjeux</i>	237
7.3. <i>Circulation et distribution des produits agricoles dans la province</i>	241
7.4. <i>Situation et rythme de la production agricole : essai de cartographie de la production et des déficits</i>	242
7.4.1. Production végétale	242
7.4.2. Production animale	248
7.5. <i>Les principaux facteurs et mécanismes d'insécurité alimentaire au Kasai Occidental</i>	250

7.5.1. Facteurs liés à l'environnement socio-économico-politique général du pays et de la province	251
7.5.2. Facteurs spécifiques au secteur agricole et rural du Kasaï occidental	252
Conclusion partielle II	264
Troisième partie :	265
L'analyse de la rencontre entre les projets de développement agricole et les dynamiques paysannes en vue de la sécurité alimentaire : Etude comparative de 2 cas de projets au Kasaï occidental	265
Introduction	266
Chapitre Huit : La rencontre entre les projets de développement agricole et les dynamiques paysannes au Kasaï occidental	267
8.1. Brève présentation des interventions de développement agricole analysées dans le cadre de cette étude	267
8.2. Comment ces projets sont-ils entrés en contact avec les dynamiques paysannes ?	270
8.2.1. Contact ascendant et partenariat triangulaire, fruit des efforts à la base	270
8.2.2. La coopération descendante avec consultation de la base : une manne tombée du ciel	271
8.3. Comment les actions ont-elles été définies dans le cadre de ces projets ?	273
8.3.1. Les activités prédéfinies dans le document du projet : consultation et « adhésion » des acteurs paysans	273
8.3.2. Les paysans définissent eux-mêmes leurs activités avec l'appui technique d'un partenaire et les soumettent au deuxième partenaire pour financement	274
8.4. Principales réalisations des projets	279
8.4.1. Les principales réalisations du Partenariat UOPCM-INADES-BD	279
8.4.2. Les principales réalisations du Projet Sécurité alimentaire Kananga	285
8.4.3. Analyse comparative des activités de ces deux projets	295
Chapitre Neuf : Logiques des projets versus logiques paysannes au Kasaï occidental	306
9.1. Logiques des bailleurs et contraintes au financement des projets de développement agricole au Kasaï occidental	307
9.2. Stratégies et pratiques paysannes de sécurisation alimentaire au Kasaï occidental	308
9.2.1. La constitution des stocks vivriers pour faire face à la faim et à la crise dans le temps	310
9.2.2. Le respect de la tradition et des normes communautaires, source de sécurité individuelle et collective	311
9.2.3. L'insertion dans des réseaux sociaux et la mobilisation du capital social	313
9.2.4. La diversification des activités et donc, des sources de revenu : insertion dans une économie populaire paysanne	314
9.2.5. La recherche de la sécurité et des solutions immédiates, une stratégie de minimisation des risques	318
9.2.6. La maximisation des aides extérieures, une stratégie de captation des ressources froides	319
9.3. Quelques problèmes rencontrés par les Dynamiques paysannes du Kasaï occidental dans leur fonctionnement	320
9.3.1. Non respect des normes et règles du groupe	320
9.3.2. Détournements des fonds et des biens	320
9.3.3. Accaparement des groupements par certains membres	321
9.3.4. Absence de cotisations	322
9.3.5. Absence de transparence dans la gestion	322
9.4. Quelques réactions paysannes aux interventions extérieures	322
9.4.1. Une adhésion de façade au projet : la résignation	323
9.4.2. Un affrontement plus ou moins ouvert : la dénonciation	324

9.5. Projets de développement agricole et dynamiques paysannes : adversaires ou partenaires ? Esquisse du modèle d'analyse	324
Chapitre Dix : Quel impact sur le milieu et la sécurité alimentaire ?	337
10.1. L'action des projets analysés renforce-t-elle ou affaiblit-elle les organisations locales ?	337
10.1.1. Les actions qui renforcent les dynamiques paysannes et les changements constatés	338
10.1.2. Les actions qui affaiblissent les dynamiques paysannes et les changements induits	339
10.2. Tentative de compréhension et d'explication de la faible durabilité des interventions de développement	341
10.2.1. L'absence d'un plan de développement à long terme de la province empêche une circonscription des interventions dans un cadre précis et harmonieux	343
10.2.2. La préparation insuffisante des « bénéficiaires » limite leur engagement de façon importante et responsable et constitue une menace à une action durable	344
10.3. Propositions et pistes de réflexion pour améliorer l'efficacité des interventions de développement sur terrain	345
10.3.1. Promouvoir la régulation conjointe pour améliorer l'implication des « bénéficiaires » dans les actions entreprises	345
10.3.2. Rester sensible aux attentes des bénéficiaires et aux activités développées en marge du projet	347
10.3.3. Une articulation local/global indispensable pour mieux saisir les enjeux et l'évolution de la situation agricole et alimentaire	349
Conclusion partielle III	353
Conclusions générales	354
1.1. Les principales conclusions	355
1.2. Proposition d'une politique agricole susceptible d'accompagner la décentralisation et de favoriser la relance du secteur agricole au niveau provincial	361
1.2.1. Quelle faisabilité pour cette proposition de politique agricole ?	366
1.3. Les apports, les limites et les perspectives futures de la recherche	367
Bibliographie	370
Annexes	385
Liste des figures	385
Liste des tableaux	386
Personnes et Institutions rencontrées	387
Organisations paysannes rencontrées	389

Introduction générale

I.1. L'objet de la thèse : la conceptualisation de l'interaction projets de développement agricole – dynamiques paysannes dans la quête de la sécurité alimentaire

La rencontre entre projets de développement agricole – actions conçues dans la perspective de la sécurisation alimentaire des populations, généralement dans le cadre de la coopération internationale¹ et donc, à l'échelle supranationale, globale – et les initiatives locales (diverses structures et organisations paysannes et villageoises) dans les campagnes et villages des pays en développement se révèle être un champ complexe. Elle met en contact deux mondes aux caractéristiques et ressources différentes, voire inégales : d'un côté, le monde des « développeurs », des « donneurs », des « experts », des « spécialistes » et de l'autre, celui des « développés », des « assistés », des « bénéficiaires », des « ignorants », des « illettrés ». Sa complexité est d'autant lisible à travers la variété des pratiques, des comportements, des logiques et des stratégies des différents acteurs en présence.

Pourtant, cette rencontre augure d'un espace d'interaction, de confrontation qui constitue en réalité un terrain assez glissant, nécessitant une analyse beaucoup plus fine et pointue pour saisir la portée de ce qui s'y déroule. Ce qui fait d'elle un champ de prédilection pour des recherches et investigations de diverses natures.

Nous pouvons noter que l'appui de la communauté internationale à la résolution des problèmes alimentaires dans les pays en développement a connu plusieurs temps forts au cours de l'histoire.

À partir des indépendances jusqu'au début des années 80, l'aide internationale a transité essentiellement par les appareils étatiques et les interventions sous la forme des projets de développement agricole ont été exécutées principalement par les fonctionnaires de l'Etat.

Ayant constaté les abus et les multiples dysfonctionnements des services publics qui ont conduit les diverses actions sans succès, les agences de coopération, éclairées par la vision dominante de l'époque, à savoir la révolution néolibérale prônant la révision du rôle de l'Etat, décidèrent de se tourner directement vers les populations locales regroupées au sein de diverses structures de ce que l'on nommera « société civile » jusqu'à la première moitié des années 90.

Les résultats de cette nouvelle option n'ayant pas été positifs à leur tour, la dernière décennie semble consacrer une sorte d'approche mixte privilégiant la collaboration des services publics

¹ Par coopération internationale, nous sous-entendons la coopération au développement, abordant les rapports et les relations entre les Etats du monde, lesquels rapports sont basés sur le transfert des ressources des pays qui en ont le plus vers ceux qui en manquent en vue de l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants, donc de leur développement, au travers des institutions bilatérales et multilatérales

avec les acteurs non étatiques (société civile et même les entreprises privées), soit le partenariat public-privé en vue du développement des populations et des nations.

Sur le plan des politiques de développement, il importe de signaler, à la suite de l'émergence d'une pensée critique et des études du « développement réel », un certain regain d'intérêt à l'égard des acteurs autrefois oubliés, à vrai dire non considérés ou sous-estimés, à savoir les populations locales – ces acteurs populaires – et la reconnaissance de leurs capacités de mobilisation et d'organisation face aux défis divers qu'ils rencontrent d'une part, et de celles de résistance et d'opposition à des actions conçues en dehors d'eux, fussent-elles pour « leur bien » d'autre part. Depuis lors, « pratiques collectives », « réseaux de sociabilité » sont reconnus comme des composantes de processus de développement concrets où interagissent pratiques d'acteurs et contraintes structurelles (Peemans, 2002 ; Lapeyre, 2006).

L'analyse minutieuse des pratiques de ces acteurs du bas révèle bien qu'elles sont porteuses d'autres demandes de développement, différentes des offres actuelles des acteurs « modernisateurs » et « néo-modernisateurs », pouvant enrichir les hypothèses sur d'autres possibilités et d'autres chemins de développement. Ce qui fait de leur prise en considération une approche assez prometteuse. En conséquence, il devient absolument indispensable de replacer l'acteur au centre de l'analyse ainsi que les ordres locaux en mettant l'accent sur leur autonomie.

Ainsi, cette thèse tente de suivre dans une perspective de longue durée, les différentes évolutions du système d'aide dans le secteur agricole, en analysant les diverses pratiques des acteurs des projets et en les comparant à celles des « populations cibles » avec lesquelles ils travaillent à chaque phase historique, en vue d'en faciliter une meilleure compréhension à travers un cadre d'analyse. Elle s'inscrit dans une perspective de réflexion pour une conceptualisation du processus d'interaction entre les actions conçues au niveau global, à l'image des projets de développement agricole et les initiatives des populations locales, au cours des actions qu'elles mènent pour parvenir à la sécurité alimentaire. Concrètement, la thèse tente de comprendre les différentes logiques et les conflits d'acteurs qui permettraient d'expliquer d'une part, les effets des projets de développement agricole sur les populations rurales et d'autre part, les ripostes paysannes aux interventions extérieures dans la recherche de la sécurité alimentaire.

A la lumière de ce qui précède, notre étude poursuit un certain nombre d'objectifs, à la fois scientifiques et politiques, énoncés de la manière que voici :

- Identifier, analyser, interroger, argumenter et approfondir les pratiques, les logiques d'action et les jeux des acteurs paysans en confrontation avec ceux des opérateurs des projets de développement agricole menés en vue de la sécurité alimentaire ;
- Identifier et analyser les différentes formes de mécanismes et les dispositifs mis en place par la population ainsi que la manière de les mettre en place en vue de sa sécurisation alimentaire ;

- Analyser et comprendre les rapports de force ainsi que les stratégies d'acteurs entre les projets de développement agricole et les dynamiques paysannes ;
- Comprendre pourquoi certains projets et certains ordres locaux marchent et d'autres échouent.

En nous proposant ces objectifs, nous estimons qu'il y a un certain nombre d'enjeux² que nous avons essayé d'éclairer à travers cette thèse. Il s'agit entre autres :

- Du contenu et du modèle de développement véhiculés par les interventions extérieures ;
- Des contextes, des logiques et des contraintes de financement des projets de développement agricole au Kasai occidental ;
- Des défis de la sécurité et de la sécurisation alimentaires ;
- Des dispositifs de sécurisation alimentaire mis en place par la base ;
- Des processus d'hybridation des ordres locaux, leur évolution ainsi que l'impact de différentes interventions sur eux à travers les phases historiques ;
- De la place et du rôle des dynamiques paysannes, en tant qu'acteurs et partenaires du processus de sécurisation alimentaire et non comme utilisateurs et consommateurs d'aide.

I.2. Contexte et choix de l'étude

La pauvreté et ses corollaires : insécurité alimentaire, faim, maladies,... constituent des menaces réelles pour l'espèce humaine et représentent des défis majeurs pour l'humanité entière. Ils affectent dangereusement les capacités créatives et productives de l'homme, sans oublier sa dignité, sa personnalité, son intégrité morale, physique. Déjà en 2005, 1,4 milliard de personnes vivaient avec moins d'un dollar par jour (Ravallion et Chen, cités par Duflo, 2009) et chaque année, au moins 27 millions d'enfants ne reçoivent pas les vaccinations essentielles, 536.000 femmes meurent en couches, et plus de 6,5 millions d'enfants meurent avant leur premier anniversaire ! (Duflo, 2009). Ces chiffres choquants révèlent l'ampleur et la complexité de la situation car nous devons admettre que ces fléaux constituent des manifestations, et donc des conséquences logiques des processus historiques de déstructuration, de désintégration, d'appauvrissement, d'insécurisation, d'exploitation, auxquels il faudrait à tout prix s'attaquer si l'on veut y apporter une solution durable. En d'autres termes, il vaudrait mieux s'attaquer aux racines, aux causes des problèmes qu'à leurs manifestations.

Dans la perspective de cette quête de solution à ces fléaux et particulièrement à l'insécurité alimentaire et à la faim, diverses réflexions et initiatives ont vu le jour à l'échelle internationale. Nous pouvons épinglez le Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996 à

²Par enjeux, nous entendons ce qu'on pourra perdre ou gagner avec la réalisation de cette étude ; cela se définit aux niveaux local, national et global. Ces enjeux et objectifs sont définis tant sur le plan scientifique (la production des connaissances qui en rajoutent aux autres existantes) que politique (les effets sur les acteurs et la société, et donc la pertinence de l'étude).

Rome, au cours duquel la FAO a réitéré sa volonté de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et de réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées, d'ici à 2015 au plus tard ; l'assemblée du millénaire à New York en 2000 au cours de laquelle les différents gouvernements se sont engagés et ont renouvelé leur volonté de réduire la faim d'ici 2015.

Si les résolutions prises au cours de ces sommets traduisent la bonne volonté des participants – « *global players* » et « *policy makers* » – il importe de relever que les actions concrètes ainsi que les résultats ne sont toujours pas au rendez-vous.

La récente crise alimentaire (2006-2008) marquée par la flambée des cours mondiaux des produits alimentaires, amplifiée par la crise financière et économique mondiale du second semestre 2008 qui a davantage réduit la capacité des vulnérables à faire face à la hausse des prix a révélé à quel point l'humanité était loin de l'objectif de la réduction de la faim et du nombre de personnes sous-alimentées à travers la planète. Les crises ont même anéanti certains efforts³ – si efforts il y avait – déployés auparavant et fait basculer plusieurs autres millions de personnes dans la sous-alimentation et la faim.

En effet, les phénomènes de faim qui restent marginaux dans les pays développés le sont sans commune mesure et se manifestent à très grande échelle dans les pays en développement. Selon l'observatoire de l'insécurité alimentaire dans le monde (FAO et PAM, 2009), environ 1,023 milliard⁴ de personnes sont sous-alimentées (soit le sixième de la population mondiale), ce qui représente un nombre d'affamés jamais atteint depuis 1970 et une accentuation de tendances défavorables. Seulement 15 millions de ces personnes habitent les pays développés. En Afrique Subsaharienne, le nombre de sous-alimentés atteint les 265 millions de personnes en 2009⁵ contre 212,3 millions en 2004-2006 (205 millions en 2000-2002) (FAO et PAM, 2009)⁶. Les progrès demeurent toutefois très variables au niveau national dans cette région. D'où l'intérêt plus que particulier accordé au secteur agricole sur lequel repose ce défi car, dans ces pays et régions où la pauvreté est répandue, l'agriculture passe souvent pour la clé du progrès économique et de la réduction durable de la sous-alimentation⁷.

³ Notons que la FAO (2009) relève que la faim était bien en progression avant même la crise alimentaire. Donc, la crise n'a fait que porter un coup supplémentaire pour anéantir les tendances qui étaient déjà mauvaises.

⁴ L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010 (FAO et PAM, 2010) projette une diminution du nombre de sous-alimentés de 98 millions de personnes pour faire baisser le chiffre global à 925 millions en 2010. Cette diminution serait due essentiellement à l'amélioration des perspectives économiques en 2010 et au fléchissement des prix alimentaires depuis mi-2008. Mais ce chiffre reste toujours supérieur à celui qui fut fixé pour atteindre le premier OMD.

⁵ En 2010, ce chiffre chuterait à 239 millions de personnes selon les prévisions, soit encore 30% de la population (FAO et PAM, 2010).

⁶ L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2006 signale que l'Afrique subsaharienne est la région en développement où la prévalence de la sous-alimentation est la plus forte avec une personne sur trois dans l'incapacité d'accéder à une nourriture suffisante. Aussi, d'ici 2015, plus de 30% des personnes sous-alimentées du monde en développement vivront en Afrique subsaharienne contre 20% en 1990-1992. En 2000-2002, l'Afrique subsaharienne comptait 206 millions d'affamés, soit près de 40 millions de plus qu'en 1990-92 (SOFI 2006).

⁷ L'histoire renseigne que les pays qui ont combattu la faim avec succès sont également ceux qui ont connu une croissance économique rapide et qui sont parvenus à réaliser des gains de productivité agricole supérieurs à ceux des pays en stagnation ou en situation de recul. Voir FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2006*, Rome, 2006.

Ce rapport (FAO et PAM, 2009) relève une situation alimentaire très préoccupante en R.D. Congo pour la période 2000-2006. Alors que des pays comme le Congo d'en face, le Ghana, le Mali et le Nigéria avaient déjà atteint le premier OMD pour la période 2005-2007 (FAO et PAM, 2010), et que d'autres comme l'Éthiopie, jadis connue pour des situations de famine, étaient sur le point d'y parvenir, la situation ne faisait que se détériorer en RD Congo. En effet, le nombre de personnes sous-alimentées a presque quadruplé, passant de 11,4 millions en 1990-1992 à 43,9 millions en 2004-2006 (36,6 millions en 2000-2002) et la prévalence est passée de 29 à 75% (70% en 2000-2002) de la population. L'indice de la faim dans le monde 2010⁸ (IFPRI, Concern Worldwide and Welthungerhilfe, 2010) recense 25 pays dans lesquels la faim atteint des niveaux "alarmants" et 4 pays en Afrique subsaharienne (République Démocratique du Congo, Burundi, Tchad et Érythrée) dont les niveaux de faim sont jugés "extrêmement préoccupants". Selon ce rapport, la RDC est le pays qui a subi la plus forte détérioration de cet indice. C'est également le pays qui a le plus fort taux de mortalité infantile au monde. L'autre rapport, celui sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010 (FAO et PAM, 2010), classe la RDC parmi les 22 pays en situation de « crise prolongée », confrontés à des difficultés colossales, telles que les crises alimentaires à répétition et la prévalence extrêmement élevée de la faim. Ce qui fait de ce pays une des cibles sérieuses pour la réalisation du premier Objectif du Millénaire pour le Développement consacré à la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim.

Rappelons que l'agriculture de la R.D. Congo est l'une des moins performantes en Afrique subsaharienne, malgré les immenses potentialités dont regorge le pays. Bien que sa contribution au produit intérieur brut (PIB) ait été de 30%, 34% et 52%, respectivement en 1985, 1990 et 1995, le secteur agricole congolais est dans une situation désastreuse. La part des principaux produits agricoles dans la valeur des exportations a été de 9,4% et 17% en 1990 et 1995 (Nganda Afumba, cité par Bagalwa Murhula, 2007). Les causes de cette situation dramatique sont multiples et complexes, à la fois internes et externes (Philippe Lebailly, 2010). Sur le plan interne, les politiques économiques appliquées par les différents gouvernements ont négligé l'agriculture au profit du secteur minier, en privilégiant les importations alimentaires à bas prix. Les conflits armés qui sévissent depuis 1996 avec des poches de tensions qui perdurent malgré la fin officielle de la guerre en 2003, ont largement contribué à la détérioration de la situation économique et alimentaire. Ils sont à la base des pillages, des vols, de l'insécurité et des déplacements massifs de populations surtout rurales dans bon nombre des provinces, notamment celles de l'Est. Ces conflits ont rendu difficile la pratique de l'agriculture et aggravé les conditions de vie déjà précaires des populations. En outre, la mauvaise gouvernance et la faiblesse des institutions paralysent toute dynamique de sortie du gouffre : absence de politique agricole cohérente, absence et/ou insuffisance d'infrastructures, absence d'incitants, multiplicité des tracasseries, modicité du budget alloué au secteur... Sur le plan externe, l'environnement économique international défavorable (crises économiques, cours des matières premières, etc. influant sur la demande interne) ainsi

⁸ Cet indice de la faim dans le monde est calculé à partir de trois indicateurs: la proportion de la population sous-alimentée, l'insuffisance pondérale infantile et le taux de mortalité infantile.

que l'intrusion des instances supranationales dans les affaires intérieures à travers l'imposition de politiques inappropriées compliquent davantage la donne. L'aide alimentaire justifiée par les difficultés sérieuses des populations à la suite des catastrophes humaines a accru l'influence négative des politiques en vigueur sur l'activité agricole.

Situé au centre du Congo, le Kasai occidental, notre milieu d'étude, est une région à vocation agricole qui peut parfaitement se développer à partir de l'agriculture car disposant de plusieurs atouts dont les richesses naturelles favorables à l'exploitation agricole et pastorale. Mais curieusement, la province, jadis grenier des provinces sœurs (celle du Katanga par exemple) est aujourd'hui incapable de produire suffisamment pour nourrir toute sa population et donc, d'assurer l'offre alimentaire en vue de sa propre sécurité alimentaire. L'écart entre l'offre domestique et la demande en produits alimentaires de base s'y accroît de manière constante.

Ainsi pour couvrir ses besoins, la province s'approvisionne en produits agricoles de base (maïs, arachide, haricot, etc.) dans les provinces voisines de Bandundu, Katanga, Maniema et même à l'extérieur du pays (Afrique australe). C'est un constat mais comment en est-on arrivé là ?

Concrètement, l'insécurité alimentaire dans cette province concerne tant l'offre que la demande alimentaire. La guerre qu'a connue le pays ainsi qu'une partie de la province, la compétition sur le foncier et sur la main-d'œuvre imposée par le secteur minier au monde agricole et rural, la faiblesse des institutions et de la gestion, et tant d'autres contraintes limitent l'offre alimentaire. En ce qui concerne la demande, le pouvoir d'achat de plus en plus faible de certaines catégories de la population ainsi que la pauvreté quasi généralisée ne leur permet pas d'accéder à la nourriture de manière stable et régulière au cours de l'année.

Cette situation frappe de plein fouet même les milieux ruraux et les ménages des paysans censés produire la nourriture. Ainsi, depuis quelques années, plusieurs villages même situés à près de 100Km sur certains axes, viennent s'approvisionner régulièrement en produits agricoles de base dans la ville de Kananga, alors que c'est le mouvement inverse qui devrait être logiquement observé.

Le secteur agricole, secteur atypique par ses liens avec la nature, paraît crucial pour de nombreux pays. C'est un secteur sensible puisque lié à la sécurité alimentaire nationale et à la sécurité des aliments, d'où un intérêt particulier de la part de presque tous les gouvernements (Hervieu et al, 2000). De nombreux pays africains y ont accordé une attention particulière dès le départ, à travers une intervention accrue des Etats dans le secteur agricole à partir des années 1960, ce qui s'était caractérisé par la multiplication de gigantesques projets agricoles et la création d'innombrables offices agricoles contrôlés directement par l'Etat (Shikayi, 1994). C'est ainsi que les projets de développement agricole sont devenus depuis lors, l'outil idéal d'intervention dans la coopération au développement. Ils sont presque à la mode et drainent les fonds de la coopération dans les campagnes et les villages du Tiers-Monde, dont ceux d'Afrique subsaharienne.

Au Kasai occidental, nous avons noté que l'introduction d'un projet de développement agricole dans le milieu paysan conduisait très souvent à une nouvelle structuration et une stratification sociale, par l'émergence de nouvelles dynamiques sociales ainsi que la consolidation et/ou la disparition de celles existantes. On assiste ainsi à la naissance et/ou à la réanimation des groupes de contact des agriculteurs, des associations paysannes, des coopératives agricoles, des groupements de femmes ainsi qu'à la multiplication des ONG locales. Très souvent, comme le mentionnent Jacob, J.P et Lavigne, D.Ph. (1994, 10) ces organisations de la base sont multifonctionnelles et de manière générale associent l'appui à la production agricole et la mise en place d'infrastructures et de services aux populations.

Cette prise en charge de certains problèmes de la communauté par les associations locales suscite un certain intérêt et de l'espoir. Par ailleurs, certaines de ces nouvelles dynamiques disparaissent immédiatement après la fin du projet qui les a activées, d'autres par contre parviennent à subsister tant bien que mal, devenant de nouveaux acteurs dans l'arène locale du développement de la province.

Nous assistons donc à ce jeu de distribution et de redistribution des rôles chaque fois qu'un projet nouveau arrive sur le terrain, mais la question de l'insécurité alimentaire reste entière dans la province. De plus, nous constatons que toutes les structures locales ne réagissent pas de la même manière à l'introduction d'un nouveau projet dans leur milieu, ce qui nous a profondément interpellé en tant qu'agent de développement.

Rappelons que l'arrivée d'un projet de développement agricole dans un milieu en vue de la sécurité alimentaire est une occasion de rencontre et d'interaction avec les dynamiques paysannes. Depuis plus de quarante ans, cette rencontre est analysée différemment à travers diverses études. Certaines d'entre elles l'analysent en termes d'impact sur le fonctionnement des organisations locales et de changement tant sur le milieu que sur le bien-être des populations dont le niveau de sécurité alimentaire ; d'autres étudient les circonstances, les conditions et le déroulement même de la rencontre pour y relever les forces et les moments forts sans oublier les faiblesses ; d'autres encore essaient de ressortir les représentations sociales, les pratiques et les réactions des différents acteurs en présence. Ainsi, les effets des projets de développement agricole sur les dynamiques paysannes sont jugés négatifs par les uns à cause de leurs approches souvent autoritaires et paternalistes, alors que les différentes formes ainsi que les raisons de la « résistance au changement » par les acteurs paysans aux actions de développement amorcées dans leurs milieux n'échappent pas aux projecteurs des autres. Dans le même temps, des voix s'élèvent pour mettre en exergue les valeurs, la volonté et la capacité des organisations de la base à mener une action efficace, les considérant par là comme une solution durable et donc, une alternative crédible.

Dans le souci d'éviter tout simplisme et des raccourcis faciles, nous avons pour notre part, souhaité aborder cette rencontre à travers l'approche historico-systémique, en nous inscrivant dans le temps long et en questionnant le passé pour saisir les enjeux actuels tout en considérant la situation dans son immense complexité. À partir de l'analyse de l'imbrication des logiques sociales, que nous avons qualifiée de « coopération conflictuelle », nous avons pu étudier les relations entre les projets de développement agricole et les dynamiques paysannes, deux mondes distincts, aux intérêts divergents, parfois même contradictoires qui

se rencontrent pour travailler ensemble. Ainsi donc, leur rencontre, ou mieux l'espace social que génère leur rencontre qui devient un espace hybride où s'enchevêtrent des logiques diverses a été notre objet d'étude. Force est de reconnaître qu'à ce jour, les études qui s'inscrivent dans cette perspective ne sont pas assez nombreuses, une lacune que nous avons l'ambition de combler.

Aussi, des études assez abondantes actuellement en matière de projets et de sécurité alimentaire sont fondées sur des cas spécifiques de l'Afrique de l'ouest, du Sahel... mais pas assez en Afrique centrale et au Congo. Les spécificités et réalités locales et donc, le contexte d'intervention constitue-t-il un élément déterminant dans la réussite ou l'échec d'une action de développement ? Cette thèse a l'ambition de le démontrer.

Notre expérience, d'abord en tant que vulgarisateur agricole de 1987-1989 au Projet de Développement Agricole de la Lulua PRODALU ; ensuite en tant que partenaire des projets d'Appui aux Producteurs du Secteur Agricole et de la FAO (2001-2004) dans le cadre d'une ONG locale, et aussi en tant que Conseiller à l'agriculture et au développement rural du Gouverneur de cette province, donc collaborateur direct d'une part, des partenaires extérieurs et locaux du secteur et d'autre part, agent de liaison entre eux et l'autorité provinciale, trois mois avant de venir aux études, soit de juillet à septembre 2004 et enfin en tant qu'Assistant-Chercheur à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Tshibashi- (ISDR-T) depuis 1998 où nous avons été à plusieurs reprises en contact avec les populations à la base lors de différentes sorties avec les étudiants nous a permis de découvrir un terrain glissant, assez sensible et complexe qui est le domaine de l'interaction entre les projets de développement, de surcroît extérieurs, et les dynamiques communautaires locales, ce qui nous poussa à envisager une étude sérieuse dans ce sens.

I.3. Notre questionnement de base et les hypothèses de la recherche

Nous avons été inspiré par les observations d'Olivier de Sardan (1995) qui relève qu'une action de développement reste toujours une occasion d'interaction entre des acteurs sociaux relevant de mondes différents, dont les comportements sont sous-tendus par des logiques multiples. Ainsi, les acteurs sociaux concernés et donc, les participants à l'action ont, face aux ressources, opportunités et contraintes que constituent le dispositif mis en place et ses interactions avec son environnement, des comportements variés, contrastés, parfois contradictoires, qui renvoient non seulement à des options individuelles mais aussi à des intérêts différents, à des normes d'évaluation différentes, à des positions « objectives » différentes. Mais, « divergences » ne signifient pas nécessairement affrontements déclarés et conflits ouverts.

Dans la même ligne, nous nous sommes engagé à suivre l'interaction entre les projets de développement agricole et les organisations locales pour comprendre les logiques et les pratiques réelles de ces acteurs apparemment distincts. D'où notre question fondamentale à la base de cette recherche :

Sur le terrain et au fil du temps, comment les projets de développement agricole se confrontent-ils aux dynamiques paysannes dans la recherche de la sécurité alimentaire ?

Etant donné un certain nombre d'objets que nous devrions appréhender, nous avons été amené à élargir notre problématique avec une série d'interrogations subsidiaires :

- Quels sont les logiques d'action, les jeux d'acteurs et les rapports de pouvoir autour de la rencontre projets de développement agricole – dynamiques paysannes et quel peut être leur impact sur la sécurité alimentaire ?
- Quelles sont les conséquences de ces projets sur les pratiques paysannes et les dynamiques locales d'une part et d'autre part comment les structures paysannes réagissent-elles à ces interventions extérieures?
- Quels sont les facteurs d'insécurité alimentaire au Kasai- occidental ?
- Que faire pour que la confrontation projets de développement agricole – dynamiques paysannes se déroule de manière plus ou moins harmonieuse et débouche sur des perspectives réelles de sécurisation alimentaire au Kasai occidental?

Les réponses à ces questions constituent la préoccupation majeure de ce travail.

A partir de cette problématique, il s'est dégagé quelques concepts principaux ayant constitué la toile de fond de cette recherche : **sécurisation et insécurité alimentaire, logique d'acteur, rencontre, sécurité alimentaire, projet de développement agricole, et dynamique paysanne.**

Dès le départ, nous sommes parti d'un certain nombre d'hypothèses que nous devrions tester tout au long de la recherche. Nous avons postulé que la rencontre projets de développement agricole – dynamiques paysannes, avec ou sans intermédiaire, augure d'une confrontation de deux logiques de fonctionnement différentes, l'une plus économique, plus technique et tournée vers l'extérieur tandis que l'autre s'avère plus sociale et tournée vers la satisfaction des besoins de la communauté, donc interne. Ces logiques d'action ne sont pas incompatibles, mais motivent et sous-tendent les pratiques et les comportements des uns et des autres.

Par ailleurs, cette confrontation génère des effets positifs et/ou négatifs, attendus et inattendus, tant sur les projets de développement agricole que sur les dynamiques paysannes.

En outre, en apportant des ressources (matérielles, financières, techniques, etc.), les projets de développement agricole tentent d'infléchir le fonctionnement des dynamiques paysannes, mais ces dernières se réapproprient les innovations en fonction de leurs calculs et de leurs propres centres d'intérêt.

Enfin, l'accélération du processus de sécurisation ou de celui d'insécurité alimentaire est fonction de la manière dont l'action commune se négocie et améliore les chances d'aboutir à la sécurité ou à l'insécurité alimentaire selon les cas.